

Un salarié expatrié peut-il conserver un compte bancaire luxembourgeois ?

Réponse courte

Un salarié expatrié peut légalement conserver un **compte bancaire luxembourgeois** après son départ, sous réserve d'informer sa banque de son changement de résidence et de respecter les obligations de conformité. L'employeur doit verser la rémunération conformément aux dispositions du Code du travail, en respectant la législation du pays d'accueil.

Le maintien du compte est soumis à la **déclaration obligatoire** du changement de résidence dans un délai de 30 jours et aux obligations de **vigilance renforcée (KYC)**. L'autorisation explicite de la banque pour la relation non-résident est nécessaire. L'employeur doit documenter les décisions relatives au compte et respecter l'**égalité de traitement** entre salariés.

Définition

L'expatrié est un salarié qui, dans le cadre d'un contrat de travail luxembourgeois (art. [L.121-1](#)), exerce temporairement ou durablement son activité professionnelle hors du territoire national, tout en maintenant un lien contractuel avec son employeur luxembourgeois. La gestion de ses comptes bancaires est encadrée par la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au **secteur financier**.

Le maintien d'un compte bancaire luxembourgeois implique le respect des obligations de **conformité réglementaire** et de vigilance anti-blanchiment.

Conditions d'exercice

Le maintien d'un compte bancaire luxembourgeois est soumis à plusieurs conditions.

| Condition | Détail |
|---------------------------|--|
| Déclaration de résidence | Déclaration obligatoire du changement de résidence à la banque sous 30 jours |
| Justificatifs | Fourniture des justificatifs de nouvelle résidence et du statut fiscal |
| Vigilance renforcée (KYC) | Respect des obligations selon la loi modifiée du 12 novembre 2004 |
| Anti-blanchiment | Conformité avec la réglementation anti-blanchiment luxembourgeoise |
| Autorisation bancaire | Autorisation explicite de la banque pour la relation non-résident |

Modalités pratiques

L'employeur doit mettre en place des procédures adaptées pour le versement des salaires.

| Étape | Détail |
|-------------------------|---|
| Consentement du salarié | Obtenir l'accord écrit pour le versement sur un compte luxembourgeois |
| Conformité | Vérifier la conformité avec la législation sociale du pays d'accueil |
| Documentation | Documenter chaque décision relative au compte bancaire |
| Traçabilité | Assurer la traçabilité complète des versements de salaire |
| Égalité de traitement | Respecter l'égalité entre salariés (art. L.241-1) |

Pratiques et recommandations

Établir une **procédure écrite** de suivi des comptes des expatriés et **maintenir une communication régulière** avec l'établissement bancaire. L'ensemble des **documents justificatifs** doit être conservé pendant 10 ans.

Prévoir des solutions alternatives de paiement en cas de difficulté et **informer le salarié** des frais bancaires spécifiques applicables aux non-résidents. La conformité avec les obligations de vigilance renforcée doit être vérifiée à chaque étape.

Cadre juridique

| Référence | Objet |
|---|---|
| Art. L.121-1 du Code du travail | Contrat de travail |
| Art. L.125-7 du Code du travail | Décompte détaillé du salaire (bulletin de paie) |
| Art. L.241-1 du Code du travail | Égalité de traitement |
| Loi modifiée du 5 avril 1993 | Obligations professionnelles des établissements de crédit |
| Loi modifiée du 12 novembre 2004 | Lutte contre le blanchiment et obligations de vigilance |

Le non-respect des obligations déclaratives ou de conformité peut entraîner le blocage ou la clôture du compte bancaire. L'employeur doit s'assurer de la validité juridique des modalités de paiement dans le pays d'accueil.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.